

ARRÊTÉ DCAT/ BEPE/ N° 2024- 93

du **13 MAI 2024**

**portant ouverture d'une enquête publique préalable à la délivrance
d'une autorisation de défrichement nécessaire à la réalisation d'un projet photovoltaïque,
et d'un permis de construire pour la réalisation d'une centrale photovoltaïque au sol
sur le territoire de la commune de Maizières-lès-Metz
sollicitée par la société URBA 361 SAS**

Le préfet de la Moselle
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, notamment les articles L.122-1-1, L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants;
- Vu** le code de l'urbanisme, notamment ses articles R.423-55, R.423-57;
- Vu** le code forestier, notamment son article R.341-7 ;
- Vu** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de Moselle ;
- Vu** la demande d'autorisation de défrichement déposée le 8 novembre 2022 à la direction départementale des territoires de la Moselle sous le numéro 57-30163 ;
- Vu** la demande de permis de construire déposée le 15 février 2024 en mairie de Maizières-lès-Metz sous le numéro PC 057 433 24 M0003 pour la construction d'une centrale photovoltaïque au sol sur le territoire de cette commune ;
- Vu** les pièces du dossier produites à l'appui de ces demandes ;
- Vu** l'avis de l'autorité environnementale du 27 mars 2024 et le mémoire en réponse du pétitionnaire du 26 avril 2024 ;
- Vu** la demande du 23 avril 2024 de Monsieur le directeur départemental des territoires sollicitant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la délivrance d'une autorisation de défrichement nécessaire à la réalisation d'un projet photovoltaïque et d'un permis de construire ;
- Vu** l'avis favorable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) de la Moselle du 3 mai 2024 sur le dossier relatif à la demande de permis de construire présentée par la société Urba 361 SAS pour une centrale photovoltaïque au sol sur le ban de la commune de Maizières-lès-Metz ;
- Vu** la décision du tribunal administratif de Strasbourg du 6 mai 2024 désignant Madame Solange Roser en qualité de commissaire enquêtrice titulaire, et Monsieur Jacques Philippe en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;

Considérant que le dossier transmis à l'appui de la demande est jugé complet et régulier et qu'il y a lieu, dès lors, de soumettre cette demande à enquête publique, conformément aux dispositions du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

ARRÊTE

Article 1: Organisation de l'enquête

Il sera procédé du 3 juin 2024 au 3 juillet 2024 (31 jours) à une enquête publique préalable à la délivrance d'une autorisation de défrichement nécessaire à la réalisation d'un projet photovoltaïque, et d'un permis de construire pour la construction d'une centrale photovoltaïque au sol, sollicitée par la société URBA 361 SAS sur le territoire de la commune de Maizières-lès-Metz.

Article 2 : Publicité de l'enquête

L'avis faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera :

- publié par les soins du préfet quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé, dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux : « Le Républicain Lorrain » et « Les affiches d'Alsace et de Lorraine »,
- affiché en mairie de Maizières-lès-Metz, aux lieux habituels d'information du public, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, l'accomplissement de cette formalité étant justifié par un certificat du maire,
- affiché par les soins du responsable du projet dans les mêmes conditions de délai et de durée et, sauf impossibilité matérielle justifiée, sur les lieux ou en un lieu situé au voisinage des aménagements, ouvrages ou travaux projetés et visible de la voie publique. Ce document devra répondre aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté du 9 septembre 2021 du ministre chargé de l'environnement,
- publié sur le site internet de la préfecture de la Moselle : www.moselle.gouv.fr – Publications - Publicité légale installations classées et hors installations classées – arrondissement de Metz.

Article 3 : Commissaire-enquêteur

Madame Solange Roser, retraitée de la fonction publique territoriale, est désignée en qualité de commissaire enquêtrice titulaire. Monsieur Jacques Philippe, officier supérieur à la retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Le commissaire enquêteur est autorisé à ce titre à utiliser son véhicule personnel pour l'accomplissement de sa mission, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance par la législation en vigueur.

Le commissaire enquêteur assurera des permanences en mairie de Maizières-lès-Metz, afin d'y recueillir les observations écrites et orales du public, aux dates et horaires suivants :

- Mercredi 12 juin 2024 de 9h00 à 11h00
- Jeudi 20 juin 2024 de 14h00 à 16h00
- Vendredi 28 juin 2024 de 9h00 à 11h00

Article 4 : Mise à disposition du dossier

Un exemplaire du dossier soumis à enquête publique, comprenant notamment les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête, l'avis de l'autorité environnementale et le mémoire en réponse du pétitionnaire, sera déposé :

- sur le site internet de la préfecture de la Moselle, accessible depuis l'adresse : www.moselle.gouv.fr – Publications – Publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Metz.
- en mairie de Maizières-lès-Metz pendant la durée de l'enquête, pour permettre à toute personne intéressée d'en prendre connaissance, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie ;
- un accès gratuit au dossier sera en outre possible pendant la durée de l'enquête sur un poste informatique situé à l'accueil de la préfecture de la Moselle et mis à disposition de toute personne qui souhaite le consulter, aux horaires d'ouverture au public ;
- le dossier d'enquête pourra être communiqué sur demande et aux frais du demandeur, dès la publication du présent arrêté, auprès du : préfet de la Moselle - DCAT – BEPE – place de la préfecture – 57034 Metz Cedex 1.

Article 5 : Observations du public

Le public peut consigner ses observations, propositions et contre-propositions pendant toute la durée de l'enquête :

- sur le registre à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, déposé en mairie de Maizières-lès-Metz, aux horaires habituels d'ouverture au public ;
- par courrier, adressé à la mairie de Maizières-lès-Metz – CS 30240 Grand-rue - 57282 Maizières-lès-Metz Cedex, siège de l'enquête, à l'attention du commissaire enquêteur ;
- par courriel transmis directement à l'adresse suivante : pref-enquetes-publiques@moselle.gouv.fr

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, portées sur le registre papier, ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur durant ses permanences sont consultables au siège de l'enquête.

Celles transmises par voie électronique sont consultables sur le site internet dans les meilleurs délais. Les observations et propositions du public sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, pendant toute la durée de l'enquête.

Article 6 : Coordonnées du responsable du projet

Des informations complémentaires sur le projet peuvent être obtenues auprès de :

Yacine Koutti (koutti.yacine@urbasolar.com)
Chef de projets développement CS
Société URBA 361 SAS
75, allée Wilhelm Roentgen
34961 Montpellier Cedex 2

Article 7 : Disposition à l'initiative du commissaire-enquêteur

Le commissaire enquêteur peut prolonger l'enquête, par décision motivée, pour une durée maximale de 15 jours, notamment s'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, dans les formes prévues à l'article 2 du présent arrêté.

Article 8 : Autres dispositions

Pendant la durée de l'enquête, le commissaire enquêteur peut également :

- recevoir toute information et, s'il estime que des documents sont utiles à la bonne information du public, demander au pétitionnaire de communiquer ces documents au public ;
- visiter les lieux concernés, à l'exception des lieux d'habitation, après en avoir informé au préalable les propriétaires et les occupants au moins quarante-huit heures à l'avance, en leur précisant la date et l'heure de la visite projetée ;
- entendre toutes les personnes concernées par le projet qui en font la demande et convoquer toutes les personnes dont il juge l'audition utile ;
- organiser, sous sa présidence, toute réunion d'information et d'échange avec le public en présence du pétitionnaire.

Article 9 : Clôture de l'enquête

A l'expiration du délai d'enquête, le maire de Maizières-lès-Metz transmet sans délai le registre papier d'enquête au commissaire enquêteur, lequel clôt ledit registre.

Dès réception du registre d'enquête et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet dispose alors d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

Article 10 : Rapport et conclusions du commissaire-enquêteur

Le commissaire enquêteur établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Ce rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions et contre-propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les réponses du responsable du projet en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur consigne, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le commissaire enquêteur transmet au préfet de la Moselle l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du registre et des pièces qui y sont annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions au président du tribunal administratif de Strasbourg.

Ces opérations doivent être terminées dans un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête. Si ce délai ne peut être respecté, un délai supplémentaire peut être accordé à la demande du commissaire enquêteur par le préfet, après avis du responsable du projet.

Article 11 : Mise à disposition des conclusions du commissaire-enquêteur

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur est tenue à la disposition du public sans délai pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête, en mairie de Maizières-lès-Metz, ainsi qu'à la préfecture de la Moselle. Ces documents sont publiés

durant ce même délai sur le site internet de la préfecture de la Moselle, accessible depuis l'adresse : www.moselle.gouv.fr – Publications - Publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Metz.

Article 12 : Décision à l'issue de l'enquête

La décision est prononcée, le cas échéant, par arrêté préfectoral.

Article 13 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le représentant de la société URBA 361 SAS, le maire de Maizières-lès-Metz, le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée au directeur départemental des territoires de la Moselle.

Pour le préfet ,
le secrétaire général,



Richard Smith

